

# L'Égalité

## DE ROUBAIX-TOURCOING

### LA PROCHAINE GUERRE

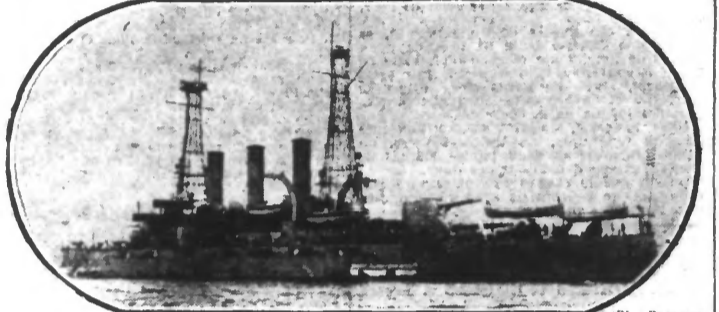
On nous dit : l'occupation de la Ruhr ne rapportera peut-être pas d'argent à la France. du moins elle assure sa sécurité.

Est-ce bien sûr ? L'Etat-Major proclame, avant la guerre, que nos lignes de défense dans les Vosges seraient le point de contact inévitable des forces françaises et allemandes, lors des hostilités. Et l'Allemagne a violé la neutralité belge...

Et la défense des côtes de la mer du Nord

On nous dit : l'occupation de la Ruhr ne rapportera peut-être pas d'argent à la France. du moins elle assure sa sécurité. Est-ce bien sûr ? L'Etat-Major proclame, avant la guerre, que nos lignes de défense dans les Vosges seraient le point de contact inévitable des forces françaises et allemandes, lors des hostilités. Et l'Allemagne a violé la neutralité belge...

au point de vue naval ce sont alliés de peu d'importance. Peut-être les gens avertis comprendront-ils la raison pour laquelle les Anglais tiennent aux pétroles de Mossoul qui alimenteraient leurs sous-marins dans le golfe Persique. Peut-être s'expliqueront-ils l'obstination du « fascisme »



LE CUIRASSE « VERMONT » DE LA MARINE AMERICAINE

Si l'Etat-Major croit toujours que la guerre n'est possible qu'entre la France et l'Allemagne, son opinion n'est pas partagée par certains milieux de la Marine. L'article qu'on lira ci-dessous et qui a été écrit pour nous par une personnalité bien informée de ces milieux est le reflet de ces tendances :

La prochaine guerre ? Elle aura lieu, simultanément, dans l'océan Pacifique, dans la Manche et dans la Méditerranée.

La Conférence de Washington a montré le désir américain de limiter les risques d'une guerre navale. Cela s'explique lorsqu'on compare la « capacité » des nations riveraines du Pacifique : Japon et Etats-Unis.

Les Japonais ont une avance incontestable sur leurs rivaux. Avance dans le temps et pour le tonnage. L'année 1921 a marqué le lancement de quinze unités sous-marines. Deux sous-marins ont été encore mis à flot au début de 1922, en même temps qu'on en mettait douze autres en chantier. Cinq nouveaux ont été commandés, d'un type impressionnant : Déplacement, 2.000 tonnes ; rayon d'action, 16.000 milles ; deux canons ; seize torpilles ; dispositifs pour la pose des mines.

Les arsenaux japonais travaillent sans relâche, avec une rapidité qui s'explique si l'on sait qu'une mission allemande y est arrivée en 1920, en secret, pour mettre l'expérience germanique au service de l'habileté japonaise. Un sous-marin mis en chantier en novembre 1921 a pu être lancé en avril 1922.

L'industrie navale américaine est moins experte. Un délai de trente mois est nécessaire pour des unités de 6 à 300 tonnes. En face de vingt-deux sous-marins japonais de 1.500 à 2.000 tonnes — sans compter ceux de moindre tonnage —, l'Amérique n'en possède que six ou sept.

Cette fièvre de constructions n'aurait pas de sens si l'on ne savait quel conflit latent est celui de la race jaune et de la race blanche en Extrême-Orient. L'industrie et le commerce américains cherchent des débouchés en Chine et le Japon considère le vieux Empire Céleste comme une chasse réservée.

De là, viendra la prochaine guerre. L'Angleterre qui est en froid avec le Japon prendra fait et cause pour les Etats-Unis, dans l'espoir de se partager les dépouilles de la côte asiatique.

La France, menacée dans ses colonies lointaines, ne se rangera-t-elle pas du côté japonais ? Elle connaît le sort que l'Angleterre réserverait à l'Indo-Chine. La préparation de cette guerre navale est visible. Les efforts du gouvernement britannique pour s'assurer le « contrôle » de la Méditerranée sont à peine dissimulés. La querelle de Tanger entre-t-elle à plaisir nous condamner la porte déjà gardée par Gibraltar. L'occupation anglaise de Constantinople a pour but de mettre la clé de l'autre côté de la mer des Dardanelles, dans la poche britannique. Quant au détroit de Suez, flanqué par l'Egypte et la Palestine, toutes deux soumises à Londres, son compte est réglé.

Le blocus méditerranéen est en voie de préparation. Notre installation en Syrie empêche l'Angleterre de dormir. Elle s'est refusée à reconnaître pleinement notre souveraineté au Maroc où elle entretient — chose inouïe — ses bureaux de poste. Elle a soulevé en Tunisie la question de la naturalisation des Maltais pour proclamer la continuité de ses droites.

Soyez-en sûrs. L'entente anglo-italo-grecque, à laquelle l'Espagne se jointrait sûrement, nous donnera du « flin à retarder ». Le moins étonnant serait de trouver la Russie et la Turquie à nos côtés. Mais

### Pour que la Ruhr, rende, il faudra du temps

On envisage en France, un crédit de 100 millions pour l'occupation

Paris, 19. — M. Tirard, président de la haute commission interalliée, a fait en ces termes l'exposé de la situation en rhénane et dans la Ruhr :

Pour que les nouvelles mesures que nous avons prises ou que nous sommes en train de prendre puissent donner un rendement, il faut du temps. Voilà le point essentiel. Ceci dit, je crois pouvoir vous affirmer que dès maintenant, nous avons réussi à créer en Rhénanie, en liaison étroite avec l'action du général Degoutte, dans la Ruhr, un triple dispositif relatif aux douanes, au régime des licences et aux forêts domaniales, que complètera bientôt, je pense, l'organisation nécessaire aux chemins de fer.

Nos postes de contrôle sur la frontière orientale sont devenus des postes de blocage qui arrêtent désormais en principe toutes les marchandises à destination de l'Allemagne non occupée.

Nous avons pris entre nos mains l'administration des forêts domaniales. Notre personnel forestier est en place et les premières adjudications auront lieu dans le secteur belge le 24 février ; les autres suivront bientôt.

Quant aux chemins de fer, nous ne sommes qu'au début de l'organisation qu'il va falloir créer. Dès que les gouvernements auront achevé de prendre les décisions nécessaires, nous nous mettrons à l'œuvre pour seconder l'effort des autorités militaires et prendre en main les voies ferrées comme les trois services précédents.

La population rhénane continue à bouder, conclut M. Tirard, mais cette attitude ne peut durer plus longtemps. Il nous suffit pour l'empêcher de nous montrer résolu et patients — mais ce qu'il nous faut à tout prix c'est du temps.

La contribution de nos arsenaux à l'organisation en pays occupé

Lorient, 19. — Le Ministre de la Marine a demandé au port de Lorient de fournir des agents techniques et des ouvriers à métaux désireux de servir à Duisbourg, pour entretenir les remorqueurs sur le Rhin.

De nombreux volontaires ont déjà souscrit à cet appel.

Le crédit supplémentaire de 100 millions

Paris, 19. — Le Ministre des Finances soumettra, demain, au Conseil des Ministres, un projet de crédit supplémentaire de 100 millions pour janvier et février, crédit nécessaire par les frais d'occupation de la Ruhr.

Une grave menace de Berlin

Elle aurait motivé les conversations entre Paris et Londres

Londres, 19. — Le rédacteur diplomatique du « Daily Mail » dit qu'aux dernières nouvelles, une nouvelle solution sera vraisemblablement donnée à la question du trafic ferroviaire. Cette solution consisterait à remettre aux Français pour un trafic illimité et avec l'autorisation de placer des postes de surveillance militaires, la ligne à double voie qui traverse la zone britannique du Nord au Sud. Ceci, bien entendu, serait accordé en sus de la cession complète de la ligne Duren-Trèves, au sujet de laquelle l'accord est fait.

Après avoir remarqué que la nécessité invoquée du port de Lorient de fournir des agents techniques et des ouvriers à métaux quelque scepticisme, le rédacteur diplomatique du « Daily Mail », déclare, qu'il résulte d'une enquête à laquelle il s'est livré que la revendication française était basée sur des représentations pressantes faites par ses experts militaires de la Ruhr.

Des soldats français ont été blessés

Essen, 19. — Un soldat du 148<sup>e</sup> d'infanterie a été blessé par un agent de la police de sûreté, à Essen.

Les mineurs se refusent à charger et à laisser sortir les wagons

Paris, 19. — Le gardien de la mine Prince-Régent a été arrêté.

### Des malfaiteurs ont été arrêtés par douzaines

Ceux-ci parfaitement organisés opéraient dans la capitale

Paris, 19. — Titulaire de neuf condamnations, interdit de séjour, sans domicile, et résolu à ne jamais travailler, Louis Copin dit « Gros Louis », constata à sa sortie de prison que la vie n'avait point diminué. Il estima que le meilleur moyen d'assurer son existence était encore le cambriolage. Homme d'expérience, il pensa qu'il était préférable d'organiser méthodiquement les « opérations » ; il réunit quelques acolytes et forma « sa bande ». Un travail, quel qu'il soit, doit être divisé ; partant de ce principe, Gros Louis partagea sa troupe en deux phalanges. L'une, sous sa haute direction, fut chargée des « visites » à domicile ; l'autre, du pillage des étalages. Ainsi, l'organisation était assurée, d'une part, d'avoir des subsides ; d'autre part, de subvenir à ses besoins immédiats : aliments, chaussures, vêtements. Des champs d'action furent ensuite choisis : les 3<sup>e</sup>, 10<sup>e</sup>, 11<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> arrondissements. Et, depuis plusieurs mois, chaque soir, la bande se partageait le butin dans un bar interlope du boulevard de Belleville. Mais la police, curieuse par profession, s'immita dans les affaires par trop fructueuses de l'association. A la suite d'un cambriolage commis la semaine dernière chez M. Sonet, rue Oberkampf, M. Pène, commissaire de police du quartier Saint-Ambroise, fut saisi d'une plainte. Il chargea le brigadier Louis et les inspecteurs Dorez, Huet, Savary, de la police judiciaire, de capturer Louis Copin et ses complices. Après une rapide enquête, les policiers ont réussi à les arrêter hier. Au nombre d'une bonne douzaine « Gros Louis » en tête, ils ont été envoyés au dépôt. Plus de quarante cambriolages ont été avoués par eux ; quant à leurs vols aux étalages, il n'est pas possible de les dénombrer.

Ceux-là des pickpockets travaillaient sur la Côte d'Azur

Nice, 19. — Une bande de pickpockets qui opéraient sur la Côte d'Azur a été arrêtée par la police de sûreté. Ce sont : Arthur Pucelli, Enrico Giannino, André Pedrale, Charles Fioravanti, tous sans profession. A leurs domiciles, on a découvert un nombre butin et des rasoirs dont ils se servaient pour couper les poches de leurs victimes.

### LA CATASTROPHE DE PORT-A-BINSON

Le chef de gare et un aiguilleur ont été arrêtés

Paris, 19. — Les enquêtes administratives et judiciaires ouvertes au sujet de la catastrophe de Port-A-Binson, ont abouti à l'arrestation du chef de gare et de l'aiguilleur de Port-A-Binson. Le chef de gare dirigeant, en effet, la manœuvre du train de marchandises ; il a reconnu qu'il avait lui-même donné la voie libre au rapide, croyant la manœuvre du train de marchandises terminée.

13 morts et 36 blessés annonce le communiqué de la Compagnie de l'Est

Paris, 19. — La Compagnie de l'Est communique la note suivante : Hier, à 18 heures 35, le train rapide de Paris à Strasbourg a tamponné en gare de Port-A-Binson, un train de marchandises en manœuvre. La cause de l'accident n'est pas encore exactement déterminée. L'enquête administrative et judiciaire est en cours.

Le prix de la vie, qui avait diminué il y a un an, s'est accru sans arrêt, en 1922. Le pain a augmenté parce qu'on n'a pas su organiser les ensemencements de blé. Le sucre a augmenté parce qu'on a ouvert la porte à l'exportation et à la spéculation. La valeur de l'argent, par contre, a si bien diminué que le Ministre des Finances est obligé de relever le taux de l'intérêt des Bons de la Défense Nationale.

Le gouvernement a livré le pays à une nouvelle crise économique et sociale en négligeant le problème de la vie chère. Sa politique agricole et sa politique financière, en sens inverse, ont mis les travailleurs dans l'impossibilité de vivre avec les salaires actuels et les industriels dans la gêne de reviser le prix de main-d'œuvre. Quant à la politique sociale qui devrait harmoniser les intérêts du capital et du travail, elle est inexistante.

La gâgese ouvrière vient de donner une leçon et un avertissement aux Pouvoirs Publics.

GRAVE PROBLEME

Valenciennes, 19. — Le travail était normal lundi matin dans les concessions de Douchy, Crespin ; on signale quelques défections aux mines de Thivencelles. Il y avait hier matin dans toute la région 1608 grévistes, 443 rentrés ont été enregistrés dans la journée de samedi.

On a constaté lundi matin une importante reprise de travail dans le bassin du Douaisis. Voici, d'après les chiffres officiels, la situation du mouvement lundi matin :

Compagnie d'Aniche. — 2.732 grévistes contre 4.984 samedi.

Compagnie de l'Escarpelle. — 329 grévistes contre 947 samedi.

Compagnie d'Asstacourt. — 29 grévistes contre 72 samedi.

### LE CONFLIT DES MINEURS

Les ouvriers unitaires attendent la décision du Conseil National et les cégétistes ont acclamé leurs représentants à l'entrevue de Douai



Le relèvement des salaires des mineurs a été réalisé grâce à l'effort obstiné et vigoureux des représentants des Vieux Syndicats du Pas-de-Calais, d'Anzin et du Nord. La conclusion d'un accord, à Douai, a épargné à notre région un cruel et formidable conflit.

Le grand public ne se rend pas compte de la difficulté de semblables pourparlers. Derrière eux, les militants ont la masse impatiente des ouvriers. Devant eux, les directeurs des Compagnies, habiles à ajourner les décisions.

Un vrai courage est nécessaire aux négociateurs pour mener cette lutte contre les puissants, en même temps qu'il faut dire à la foule des travailleurs frustrés d'un juste salaire : Attendez ! Nous faisons valoir votre bon droit !

Le vrai courage est aussi, et surtout, chez les ouvriers harcelés par la vie chère et qui soumettent leur ardeur à la discipline syndicale.

Que demandent-ils, ces hommes condamnés par le sort à la plus dure des besognes ? Est-ce le luxe, la bonne chère ? Non, c'est le pain quotidien, l'existence sans joie qui est le partage des travailleurs de la mine, c'est un minimum de garantie contre la misère.

Comprendra-t-on combien a été admirable leur modération, cause de la victoire pacifique de Douai ?

Certains ouvriers n'ont pas eu la force d'âme de la majorité. Ils se sont jetés dans la grève parce qu'ils sont mécontents ou, qu'étant jeunes, ils ont encore des illusions sur la vertu des décisions extrêmes. Qui oserait les condamner ?

Travaillez tous les jours au fond des galeries, descendez dans la cage à l'heure où tant d'hommes sommeillent encore et puis, dites-moi, après des mois et des mois de cette existence souterraine, si vous n'aurez pas un jour l'ivresse de la liberté, du lever de soleil, de la journée passée tout entière au grand air et au grand jour. C'est la grève.

Les « anciens », qui ont passé par là depuis longtemps, connaissent, par contre, toutes les douleurs qu'entraînent de pareils conflits. Les Vieux Syndicats ont acquis dans les batailles passées cette puissance qui leur permet d'opposer, aujourd'hui, le droit ouvrier à l'omnipotence patronale, en des conversations d'égal à égal.

Leur calme est une manifestation de force. C'est la résultante d'une longue pratique du syndicalisme, élément indispensable d'une société organisée.

Le salaire du mineur est donc revenu au taux du 1<sup>er</sup> janvier 1922. Si les ouvriers ont épargné, par une entente avec les Compagnies, un mouvement général de grève à notre pays, est-on sûr d'avoir fait son devoir, dans les sphères gouvernementales ?

Le prix de la vie, qui avait diminué il y a un an, s'est accru sans arrêt, en 1922. Le pain a augmenté parce qu'on n'a pas su organiser les ensemencements de blé. Le sucre a augmenté parce qu'on a ouvert la porte à l'exportation et à la spéculation. La valeur de l'argent, par contre, a si bien diminué que le Ministre des Finances est obligé de relever le taux de l'intérêt des Bons de la Défense Nationale.

Le gouvernement a livré le pays à une nouvelle crise économique et sociale en négligeant le problème de la vie chère. Sa politique agricole et sa politique financière, en sens inverse, ont mis les travailleurs dans l'impossibilité de vivre avec les salaires actuels et les industriels dans la gêne de reviser le prix de main-d'œuvre. Quant à la politique sociale qui devrait harmoniser les intérêts du capital et du travail, elle est inexistante.

La gâgese ouvrière vient de donner une leçon et un avertissement aux Pouvoirs Publics.

GRAVE PROBLEME

Valenciennes, 19. — Le travail était normal lundi matin dans les concessions de Douchy, Crespin ; on signale quelques défections aux mines de Thivencelles. Il y avait hier matin dans toute la région 1608 grévistes, 443 rentrés ont été enregistrés dans la journée de samedi.

On a constaté lundi matin une importante reprise de travail dans le bassin du Douaisis. Voici, d'après les chiffres officiels, la situation du mouvement lundi matin :

Compagnie d'Aniche. — 2.732 grévistes contre 4.984 samedi.

Compagnie de l'Escarpelle. — 329 grévistes contre 947 samedi.

### Des gendarmes sont partis vers les centres miniers

On signale qu'une dizaine de gendarmes de l'arrondissement de Boulogne sont partis dans la matinée pour Hénin-Liétard.

Un incident à Escaudain

Un groupe, comprenant environ 1.500 personnes, venant de Somain en chantant l'Internationale, s'est rendu à Escaudain aux abords de la fosse Saint-Marck, pour empêcher les ouvriers de descendre au fond.

Dans le bassin du Pas-de-Calais

Les, 19. — (Par dépêche). — Hier un grand nombre de communes du bassin houillier du Pas-de-Calais à la tête de la réunion qui s'est tenue le matin à Lens, les délégués du vieux syndicat des mineurs du Pas-de-Calais rendirent compte à leurs mandataires des résultats obtenus grâce à l'action des vieux syndicats, en ce qui concerne le relèvement des salaires.

Partout les mineurs se déclarent satisfaits de ces résultats, dans le nord et le sud, dans lesquels le renouvellement leur confiance à leurs délégués.

Plus de 3.000 ouvriers approuveront, à Bruay, dans une réunion présidée par Cadot un ordre du jour de confiance au syndicat.

A Hénin-Liétard, Dumoulin, secrétaire de la C. G. T. a fait une conférence applaudie par plusieurs milliers de thurseries.

Malgré les tentatives des unitaires pour débaucher les travailleurs, le travail était lundi matin, rétabli aux mines de Bruay, Lens, Liévin, Auchel, Marles, Ferfay.

Aux Mines de Neux, il n'y a plus que 750 chômeurs. Il y en avait 1.700 samedi. Aux Mines de Béthune, on signale quelques manquants, par suite de la tentative de débauchage des unitaires.

A Courrières, les 502 grévistes qu'on signalait samedi sont réduits à moitié. A Ostricourt, il y a également une diminution du nombre des chômeurs. Aux mines de Dourges, la situation est stationnaire.

Le chômage continue dans la Loire

Saint-Etienne, 19. — 1.200 mineurs sur 1.400 travaillent aujourd'hui à Firminy. 700 seulement sur 5.000 sont descendus à Saint-Etienne.

A Roche-la-Molière, le nombre des chômeurs a diminué de 200 sur 2.400. Aucun changement dans les autres localités.

Rupture complète entre les deux syndicats de Montcaeu

Châlon-sur-Saône, 19. — L'Assemblée générale du Syndicat des mineurs de Montcaeu-Mines, affilié à la C. G. T. Jouhaux a voté un ordre du jour décidant que la délégué syndicale se rendra à l'entrevue avec la Compagnie des Mines, pour discuter la question de l'augmentation des salaires et refusant de continuer les pourparlers avec le syndicat unitaire ou communiste. C'est donc la rupture très nette entre les deux syndicats.

On signale de nouvelles défections aux mines de Saint-Berain-sur-Beaune, où on a pu mettre le puits Saint-Louis en exploitation normale.